

## **Pourquoi l'Europe ne peut plus vivre en dessous de ses moyens**

Mathias Thépot, *La Tribune*, 11 décembre 2015.

**Il est temps que l'Europe réinvestisse dans la croissance, et mette un terme à sa tendance à l'accumulation des excédents, selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).**

Il est temps que la zone euro arrête de vivre en dessous de ses moyens et investisse ! C'est en substance le message délivré jeudi 10 décembre par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), dans une étude intitulée « donner une chance à la reprise » en Europe, élaborée conjointement avec ses homologues de l'AK Wien (Autriche), l'ECLM (Danemark) et l'IMK (Allemagne). Ce groupe d'instituts – nommée IAGS – vise en particulier le couple germano-bruxellois, responsable des politiques de restriction budgétaire au sein de la zone euro, et qui sont source d'échec.

### **Reprise molle**

Car après l'austérité des années 2011-2013, la reprise en zone euro peine à se matérialiser concrètement : la croissance n'y sera que de 1,6 % pour 2015 et la Commission européenne table sur + 1,8 % en 2016 et + 1,9 % en 2017. De faibles taux, alors même que les facteurs externes sont plutôt favorables à la croissance : la baisse des prix du pétrole, un euro faible, une pause globale dans le processus de consolidation budgétaire, et surtout une politique monétaire impulsée par la Banque centrale européenne qui se veut expansionniste, au moins jusqu'en mars 2017.

Le chômage en zone euro reste par ailleurs proche des 11 %, avec de fortes divergences entre les pays, tout particulièrement entre les pays du nord et les pays du sud. L'avenir de certains pays importants, comme l'Italie, inquiète tout particulièrement les économistes de l'OFCE. Plus globalement, « il faudra attendre entre sept et huit ans avant de retrouver le taux de chômage d'avant crise en Europe », s'inquiète Xavier Timbeau, directeur principal à l'OFCE. Bref, le climat est morose.

### **Investir ailleurs plutôt que chez soi**

Mais il y a pire. En effet, l'un des grands maux de la zone euro, et tout particulièrement de l'Allemagne, c'est son obsession pour l'accumulation des excédents courants. La politique allemande cherche à mettre tout en œuvre en interne pour être compétitif et conquérir des marchés mondiaux. Ainsi, l'Allemagne et, dans une moindre mesure, les autres pays de la zone euro préfèrent épargner leurs rentrées d'argent ailleurs qu'en Europe, plutôt que de les consommer ou de les investir sur le marché domestique. L'excédent courant de la zone euro atteint ainsi 3,8 % de son PIB en 2015, selon l'OCDE. Du jamais vu. À titre de comparaison, le solde positif de la balance courante de la zone euro n'atteignait que 0,5 % du PIB en 2010.

Ainsi, à l'inverse de la Grande-Bretagne ou des États-Unis, l'investissement productif dans la zone euro est en constante baisse depuis 2011. Cette situation coïncide avec les politiques de restriction budgétaire mises en œuvre dans la zone, et qui ont contribué à minorer les dépenses de tous les acteurs économiques. Clairement, l'Allemagne impulse cette politique : son excédent courant atteint désormais 280 milliards de dollars soit 8,3 % de son PIB, selon l'OCDE, sur un excédent total de 436 milliards de dollars pour la zone euro.

### **Respecter les règles européennes**

Obnubilé par sa conquête des marchés extérieurs, l'Allemagne joue depuis plus de 10 ans sur la modération salariale, la précarisation du travail et la maîtrise des comptes publics pour limiter la demande interne et renforcer sa compétitivité externe. Une politique qui, couplée avec une monnaie unique, mène la zone tout entière dans le mur, affirme l'OFCE.

Au cours des cinq dernières années, l'Allemagne a même affiché un excédent supérieur à 6 % du PIB, limite au-delà de laquelle la Commission européenne repère un « déséquilibre macroéconomique ». Pour que les excédents dégagés soient réinvestis dans l'économie européenne, il faudrait donc déjà « que la Commission européenne demande à l'Allemagne de respecter les règles européennes et cet engagement de 6 % », estime Xavier Ragot, le président de l'OFCE.

[...]

### **Relancer (vraiment) l'investissement**

L'OFCE milite surtout pour aller plus loin que le seul « Plan Juncker » en Europe, que Xavier Timbeau assimile à une recapitalisation à hauteur de 21 milliards d'euros de la Banque européenne d'investissement (BEI), laquelle l'a déjà été en 2012 de 60 milliards d'euros, ainsi qu'en 2005 de 67 milliards d'euros, « sans que cela n'ait un impact significatif sur l'investissement », constate-t-il. Il prône plutôt « une gestion active de la demande » par l'investissement afin d'enclencher un cercle vertueux à l'intérieur de la zone euro, et qui n'oublierait pas le risque de hausse des inégalités.

Car l'addition des individus au chômage, de ceux voulant un travail mais n'en cherchant plus, et des personnes en situation de sous-emploi, atteint environ 23 % de la population active de la zone euro, selon les chiffres recoupés par l'OFCE. L'investissement social, notamment dans l'éducation, ne pourra donc être délaissé. Sous peine de laisser aux générations futures un héritage bien médiocre.

<b>Exploitation pédagogique</b>
---------------------------------

1. Quels sont les principaux déséquilibres macro-économiques dont souffre la zone euro d'après l'article ?
2. Dites précisément comment ces déséquilibres sont mesurés et soulignez dans l'article les données chiffrées permettant de les quantifier.
3. Quels facteurs sont *a priori* favorables à la reprise économique dans la zone euro ? Justifiez votre réponse.
4. Pourquoi la politique allemande est-elle accusée de nuire à la croissance de la zone euro ?
5. Expliquez le titre de l'article.
6. Que préconise l'OFCE pour renouer avec la croissance en zone euro ?

## Corrigé

1. La zone euro souffre d'une croissance faible, associée à un fort taux de chômage, et d'excédents courants élevés.
2. La croissance est l'augmentation des richesses produites, mesurée par la hausse du PIB en volume. Le chômage au sens du BIT comprend l'ensemble des personnes en âge de travailler, sans emploi du tout, disponibles et recherchant activement un emploi ; le taux de chômage rapporte le nombre de chômeurs à la population active. Cette donnée ne prend pas en compte les chômeurs découragés et le sous-emploi. Un excédent courant est un solde positif de la balance courante ; cette dernière décrit les échanges de biens, de services et de revenus entre un pays (ou une zone) et l'extérieur. L'excédent courant est ramené au PIB du pays (ou de la zone). [Voir les données chiffrées à souligner page suivante].
3. La baisse du prix du pétrole qui soutient le pouvoir d'achat des ménages et améliore les marges des entreprises, un euro faible qui dope la compétitivité-prix des exportations, des politiques budgétaires moins restrictives et surtout une politique monétaire expansive de la BCE (liquidités abondantes et bon marché grâce au maintien de taux d'intérêt bas) censée stimuler la demande.
4. L'Allemagne, en privilégiant la recherche de compétitivité, a fait reposer sa croissance sur les exportations au détriment de sa demande interne ; pour limiter l'inflation, elle a freiné le coût de sa main-d'œuvre (modération salariale, déréglementation du marché du travail) et mis en œuvre une orthodoxie budgétaire (maîtrise des comptes publics). Comme les autres pays de la zone ne peuvent plus dévaluer pour rester compétitifs (monnaie unique), ils sont obligés de s'aligner sur les choix allemands et de comprimer eux aussi leurs coûts salariaux. Par exemple, les salaires ont baissé en Grèce et en Espagne, la France a diminué les prélèvements sur les entreprises (reportés sur les ménages). Cette course à la compétitivité via la réduction des coûts salariaux comprime la demande et, par là, freine la croissance (analyse keynésienne).
5. L'expression « vivre en dessous de ses moyens » signifie que les pays de la zone euro ne dépensent pas assez : réaliser un excédent extérieur signifie que l'on dépense moins qu'on ne reçoit à l'occasion de ses échanges avec l'étranger. À la limite, l'excédent maximum impliquerait que tout ce qui est produit dans un pays soit destiné à l'extérieur et que la demande intérieure soit nulle ! Il faut donc se garder du sens commun qui considère qu'« un excédent est une bonne chose et un déficit doit être combattu ». D'ailleurs, la Commission européenne considère qu'un excédent courant au-delà de 6 % du PIB est un déséquilibre à résorber.
6. L'OFCE, dans une logique keynésienne, préconise une politique de relance de la demande par l'investissement. Selon ces économistes, il faut aller beaucoup plus loin que le Plan Juncker dont les ambitions sont limitées (voir [ici](#) ). On peut faire remarquer que l'investissement est décisif pour la reprise car il est à la fois une composante de la demande globale et un facteur d'amélioration de la productivité (permettant alors plus de compétitivité sans recourir à la compression des coûts salariaux et de la demande interne).

Question 2 : données chiffrées

Croissance faible : « la croissance n'y sera que de 1,6 % pour 2015 et la Commission européenne table sur + 1,8 % en 2016 et + 1,9 % en 2017. »

Chômage élevé : « Le chômage en zone euro reste par ailleurs proche des 11 % » ; « l'addition des individus au chômage, de ceux voulant un travail mais n'en cherchant plus, et des personnes en situation de sous-emploi, atteint environ 23 % de la population active de la zone euro ».

Déséquilibres extérieurs : « L'excédent courant de la zone euro atteint ainsi 3,8 % de son PIB en 2015, selon l'OCDE » ; « l'Allemagne impulse cette politique : son excédent courant atteint désormais 280 milliards de dollars soit 8,3 % de son PIB, selon l'OCDE, sur un excédent total de 436 milliards de dollars pour la zone euro. »